



République démocratique du Congo (RDC) : un processus électoral pour rien ?

Emmanuel DUPUY | Président de l'Institut prospective et sécurité en Europe (IPSE)

Il aura fallu attendre deux longues années pour que le scrutin présidentiel ait enfin lieu en République démocratique du Congo (RDC). Alors que le président sortant, Joseph Kabila, élu en novembre 2006, réélu en 2011, ne pouvait constitutionnellement se représenter depuis la fin de son second mandat, le 19 décembre 2016, pour un troisième mandat consécutif, son « poulain », l'ancien ministre de l'Intérieur, Emmanuel Ramazani Shadary, a été largement battu par les deux candidats de l'opposition, Félix Tshisekedi et Martin Fayulu, parmi les 21 candidats autorisés à se présenter.

C'est là, hélas, le seul fait incontestable dans le cadre des différentes élections (présidentielle, législatives, provinciales) – certes, encore une fois, retardées – qui se sont finalement déroulées le 30 décembre 2018. 40,3 millions de votants étaient appelés aux urnes, dans un pays qui compte plus de 81 millions d'habitants.

Dynamiques et écueils d'un processus électoral attendu mais contesté

C'est finalement, le candidat issu du parti « historique » de l'opposition, l'Union pour la Démocratie et le Progrès Social (UDPS), Félix Tshisekedi, qui a été finalement « proclamé » élu par 12 des 13 membres de la Commission électorale nationale indépendante (CENI) avec un score de 38,57 % des voix exprimées. Néanmoins, encore une fois, les contingences logistiques dans un pays de 2,345 millions de km², le nombre de scrutins concomitants (présidentielle, législatives, provinciales), le coût astronomique des opérations de votes et de décomptes (estimés à près de 500 millions de dollars) ou encore le choix « critiqué » de ne pas associer la communauté internationale – *via* les Nations unies, qui avaient pourtant proposé aide et soutien, auront confirmé une participation en berne : seuls 47,56 % des Congolais ont pu ou voulu se rendre aux urnes (soit plus de 38,5 millions).

La recrudescence de l'épidémie d'Ebola depuis l'été dernier, aura même provoqué le report – en mars – du vote dans deux circonscriptions électorales de Buni-Butembo dans la province du Nord-Kivu et de Yumbi dans la province



de Mai-Ndombe. Ce n'est peut-être pas un hasard, mais il s'agit aussi de régions traditionnellement acquises à l'opposition incarnée par Martin Fayulu !

Les titres de noblesse d'opposant du président « proclamé par la CENI » Félix Tshisekedi résident essentiellement dans son ascendance : fils du fondateur du parti progressiste, Étienne Tshisekedi, décédé en février 2017, opposant historique à Mobutu (renversé en 1997), à Joseph Kabila et à son père, Laurent-Désiré Kabila (assassiné en 2001). Le fils d'Étienne Tshisekedi avait ainsi choisi de s'allier avec l'ancien président de l'Assemblée nationale, Vital Kamerhe, plutôt que de faire cause commune avec « l'autre » opposition, celle réunie sous l'égide de la coalition Lamuka, menée par Martin Fayulu et soutenue par les deux poids lourds de l'opposition, l'ancien gouverneur de la province du Katanga – Moïse Katumbi – et l'ancien vice-président de RDC – Jean-Pierre Bemba –, acquitté en appel des accusations portant sur lui par la Cour pénale internationale (CPI) quant aux exactions que sa milice aurait menées dans la République centrafricaine (RCA) voisine (entre octobre 2002 et mars 2003) et libéré en juin 2018.

Ce faisant, Félix Tshisekedi et Vital Kamerhe et leur plateforme politique – Cap pour le changement (CACH) – peuvent sembler s'être prêtés à une habile manœuvre du Front Commun pour le Congo (FCC) réunissant plusieurs partis de la majorité sortante, derrière Joseph Kabila. C'est d'ailleurs, le FCC qui arriverait largement en tête dans le cadre des élections législatives, raflant 350 des 485 sièges de l'Assemblée nationale. L'UDPS du Président « élu » n'obtenant que 10 % des sièges, alors que les partisans de Martin Fayulu, Jean-Pierre Bemba et Moïse Katumbi en obtiendraient presque deux fois plus (80 sièges).

Nombreux sont ceux, dès lors, qui émettent des doutes quant à la véracité des résultats proclamés par la CENI. Parmi, ceux-ci, la puissante Conférence épiscopale nationale du Congo (CENCO) qui avait déployé près de 40 000 observateurs électoraux et qui n'a cessé d'indiquer que son observation des 84 000 bureaux de votes et la surveillance des quelque 100 000 machines à voter, ne correspondait pas à celle de la CENI.

Solutions négociées et imposées d'une sortie de crise

Les États-Unis, l'Union européenne (UE), la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC), la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL) ainsi que l'ancienne puissance coloniale, la Belgique et bien sûr, la France, en appelle à une stabilisation *post*-électorale qui implique, pour certains, le dépôt des recours légaux du candidat déclaré battu, Martin Fayulu, devant la Cour constitutionnelle et qui passe, pour d'autres, par un recomptage des voix.

Certains vont plus loin dans la recherche d'une sortie de crise négociée, impliquant la mise en place d'un gouvernement d'union nationale, réunissant les trois principaux candidats à l'élection du 30 décembre dernier, comme l'a réclamé,



il y a quelques jours encore, le président zambien, Egdar Lungu qui préside, au sein de la SADC, l'organe chargé des questions politiques, de défense et de sécurité.

En tout état de cause, ces élections maintes fois reportées nous confirment, l'habileté de Joseph Kabila, qui ressort comme étant le grand vainqueur de ces différents scrutins. Non seulement, en tant que désormais Sénateur à vie, sa possible candidature en 2024 devient plausible, voire probable ; mais aussi, en gardant entre les mains tous les rouages de l'État et de l'appareil sécuritaire et judiciaire, et ayant la majorité des sièges au Sénat comme à l'Assemblée nationale, l'ancien Président et son Parti du peuple pour la reconstruction et la démocratie (PPRD) dirigeront, *de facto*, le pays.

Conséquences géopolitiques d'une RDC dans le chaos ?

Souvent décrit comme un État-continent, limitrophe de huit pays (RCA, Soudan du Sud, Ouganda, Rwanda, Burundi, Tanzanie, Angola et Zambie) la stabilité en RDC est pourtant consubstantielle de celle de son voisinage aux situations sécuritaires mises en péril par les effets conjugués de guerres civiles, de coups d'États à répétition, d'épidémies, d'enkystement de nombreux groupes armés, d'organisations criminelles pillant richesses du sol et du sous-sol, et de rébellions endémiques.

C'est le cas, entre autres, de la RCA, du Burundi ou encore du Soudan du Sud. La présence depuis une vingtaine d'années, de quelque 20 000 Casques bleus dans l'Est de la RDC, depuis la mise en place de la *Mission de l'ONU en RDC (MONUC)* à partir de novembre 1999), puis rebaptisée *Mission de l'ONU pour la stabilisation en RDC (Monusco)*, en juillet 2010), à vocation à y répondre, quoique, imparfaitement, aux dires d'un nombre grandissant d'experts.

Reste, désormais, à trouver, rapidement quoique consensuellement, une issue à cette crise autant politique qu'institutionnelle. Gageons que des voix engagées comme celle du co-Prix Nobel de la Paix 2018, le docteur congolais, Denis Mukwege puisse y contribuer. Comme ce dernier l'a courageusement déclaré, le 10 décembre dernier, à Oslo, en Norvège, à l'occasion de son discours de réception de son prix, il n'y a aucune fatalité à la mauvaise gouvernance en RDC. Ce dernier s'était d'ailleurs offusqué du *hiatus* grandissant entre les dirigeants et les citoyens de son pays, en rappelant que « la RDC qui fait partie des pays les plus riches de la planète, alors que le peuple de mon pays fait partie des plus pauvres du monde ».

La RDC, nouveau vecteur de la confrontation États-Unis/Russie/UE

Du reste, se rejoue, désormais, sur le continent africain et singulièrement en Afrique centrale, une guerre de positionnement larvée opposant la Russie et les pays émergents, d'une part et les États-Unis et les anciennes puissances coloniales,



d'autre part. La RDC se retrouve, ainsi, au cœur d'un axe « russophile » Angola-RDC-RCA-Soudan que cherche à privilégier, en priorité, Moscou, pour faire pièce, notamment, à des solides amitiés sécuritaires entre la France et le Tchad. L'Afrique centrale pourrait ainsi redevenir le théâtre de cette nouvelle forme de guerre froide... En témoigne, la signature, à point nommé, d'un accord de coopération militaire et technique, après 19 ans de « gestation » entre Moscou et Kinshasa, validé par le Parlement congolais, en juin dernier, en présence de l'incontournable vice-ministre russe chargé des Affaires étrangères, Mikhaïl Bogdanov.

Le blocage au Conseil de sécurité, il y a quelques jours, du projet de résolution voulu par la France et les États-Unis, portant sur la situation *post*-électorale en RDC, vient confirmer les convergences de vues entre Russes et Congolais sur la « sauvegarde de la souveraineté ».

Quand la RDC tousse, c'est une bonne partie de l'Afrique qui s'enrhume ! ♦

Courriel de l'auteur : emdupuy@yahoo.com - Twitter @emdupuy ou @institutIPSE